Travail temporaire

Le Belge Alain Dehaze devient le nouveau directeur général d'Adecco Page 18

DR

Symposium

A Saint-Gall, les leaders économiques font l'éloge de la petitesse Page 19

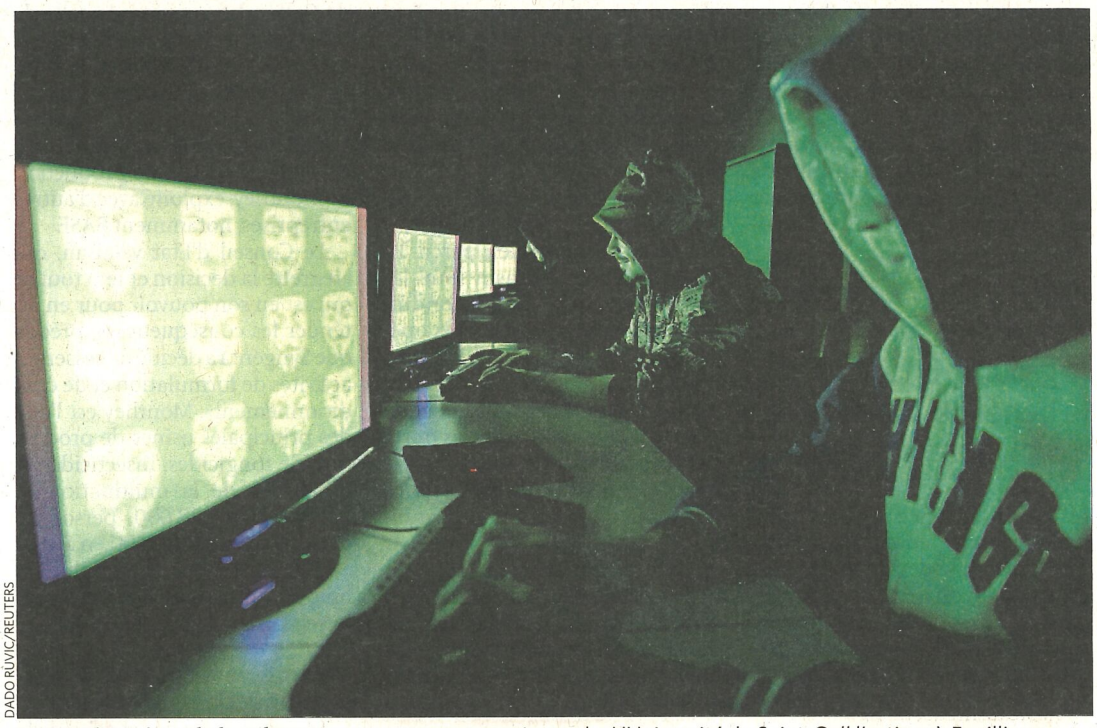
SMI 8873,55 -0,17%		Dollar/franc	0,9213
		Euro/franc	1,0387
Euro Stoxx 50 3556,21 -0,05%		Baril Brent/dollar	66,39
		Once d'or/dollar	1183

Les solutions des assureurs face aux cyber-risques

> **Informatique**
Diverses études montrent que les entreprises sont mal préparées pour lutter contre le hacking

> Les grands assureurs affinent leurs stratégies commerciales

Emmanuel Garessus ZURICH



DADO RUVIC/REUTERS

Le marché suisse de la cyberassurance est encore minuscule. L'Université de Saint-Gall l'estime à 5 millions de francs. Il pourrait en atteindre 50 dans cinq ans. ARCHIVES

Sony, Home Depot, JP Morgan, TV5 Monde, Target… Le nombre d'entreprises victimes de cybercriminalité explose. Mais les couvertures d'assurance contre ce type de méfait ne font qu'émerger. Les vols de données, espionnages et autres attaques de systèmes informatiques coûtent pourtant 300 à 1000 milliards de dollars, selon le consultant McAfee.

La Suisse n'est pas épargnée. Dernier exemple en date: Implenia (voir encadré). Selon une étude récente de l'Université de Saint-Gall, plus de 90% des entreprises ont été touchées par des attaques de hackers, l'année passée. «Les PME se sentent, à tort, à l'abri. Leur protection est insuffisante», juge son auteur, Martin Eling.

Elles semblent effectivement ne pas être préparées, comme en témoigne le sondage de KPMG auprès de 64 entreprises, présenté mercredi à la presse. Son auteur, Matthias Bossardt, parle d'un «cycle de complaisance». Plus de la moitié des sociétés interrogées croient que leur organisation est capable de détecter des attaques. Mais 45% n'ont pas de plan pour y répondre. Même si celles-ci ne cessent de se transformer, 79% des entreprises interrogées n'ont pas changé leurs plans, ces 12 derniers mois. 7% d'entre elles n'ont même pas pris de mesure, après une attaque.

Les entreprises ne découvrent que fort tard qu'elles sont piratées. «En moyenne, 229 jours s'écoulent jusqu'à la mauvaise surprise», explique Manuel Meier, directeur général de la division entreprises pour Zurich Insurance. Sur le plan global, le coût du cyber-risque correspond à celui des catastrophes naturelles. Mais sa complexité est supérieure. L'incendie ou l'effraction sont plus aisés à localiser et immédiatement visibles. «La cybercriminalité, dont l'origine est souvent étrangère, change la façon d'appréhender un sinistre», analyse l'assureur.

Le thème s'est imposé aux Etats-Unis, où «un tiers des entreprises ont déjà signé un contrat de cyber-assurance», affirme Manuel Meier. Le marché américain est estimé à 1,3 milliard de dollars en 2013 par le rapport «Betterley», contre 150 millions d'euros en Europe continentale.

«Le cyber-risque nous préoccupe surtout depuis cinq ans», précise Carin Gantenbein, responsable de ce risque au sein de Zurich Insurance. L'importance du cyber-risque s'est accrue fortement à la suite de l'«obligation de notification», soit le devoir d'annoncer quand une infraction s'est produite, fait valoir Manuel Meier. Le client qui a été frappé par une attaque doit être averti, par exemple si les informations contenues sur sa carte de crédit ont été violées. Aux Etats-Unis, l'entreprise est pénalisée par un risque de publicité et par un coût d'information qui peut atteindre «plusieurs douzaines de millions de francs», explique Carin Gantenbein, responsable de ce risque au sein de Zurich Insurance. Son bénéfice est réduit d'autant. Les entreprises suisses actives aux Etats-Unis, ou ayant un client américain, sont directement touchées si la filiale américaine l'est, parce que l'obligation d'annonce la touche immédiatement.

> La moitié des sociétés suisses croient pouvoir détecter une attaque, mais 45% n'ont pas de plan pour y répondre

A l'origine, les entreprises parlaient de sécurité «informatique». Parce que c'est le département du même nom qui était en charge du sujet. Mais elles se sont aperçues que tout leur personnel était concerné et qu'il ne suffisait plus d'avoir un pare-feu ni de changer leurs mots de passe régulièrement.

Si le hacking s'est aussi vite répandu, c'est parce que presque tous les objets sont connectés à Internet, de la voiture à la maison, multipliant les opportunités de piratages. Les risques d'intrusion dans les systèmes informatiques dépassent les produits de consommation et frappent aussi les hôpitaux et leur responsabilité civile en cas de vol de documents.

Les assurances peuvent offrir leur service habituel de transfert de risque. Mais ce dernier ne va jamais couvrir l'ensemble des cyber-risques, même s'il contribue à la réduction des coûts économiques. «Les coûts juridiques d'une attaque sont énormes», observe Manuel Meier. Une grande partie de la couverture d'assurance se concentre sur ceux-ci. «Il arrive que la couverture d'assurance soit entièrement utilisée pour les risques juridiques et qu'il ne reste rien pour la responsabilité civile», fait valoir Carine Gantenbein. L'assurance paie les coûts d'annonce et de rétablissement des données ainsi que l'interruption d'activité. Mais elle ne couvre pas les conséquences d'un piratage, comme l'absence de transaction ou la perte de confiance. Les entreprises peuvent décider de couvrir elles-mêmes les cyber-risques dans une filiale dite «captive» ou faire appel à un réassureur. La définition du prix pose toutefois problème. Il manque encore un historique. «Les assureurs sont dans une phase d'essais et d'erreurs», analyse Manuel Meier.

En outre, les risques d'interruption d'activité conduisent à des estimations compliquées, puisque tout est interconnecté. «Les clients utilisent les mêmes nuages (clouds). Si l'un d'entre eux est attaqué, certaines entreprises ne peuvent plus livrer leurs produits», explique Zurich Insurance.

Si ce marché se situe avant tout aux Etats-Unis, en raison des coûts juridiques, il devrait s'étendre à l'Europe. L'Union européenne débat aussi de l'introduction du devoir d'obligation», indique Manuel Meier. Le temps à cet effet est réduit, sous peine de sanctions supplémentaires. L'UE pourrait mettre en œuvre cette obligation en 2016. La sanction atteindrait 5% du chiffre d'affaires ou jusqu'à 100 millions d'euros.

Le marché suisse de la cyberassurance est encore minuscule, selon l'étude de l'Université de Saint-Gall, réalisée sur mandat du courtier Kessler. Il s'élève à 5 millions de francs. Mais Martin Eling est d'avis qu'il devrait décupler en cinq ans. Dans le monde, le marché devrait quintupler pour s'élever à 10 milliards de dollars.

Les assureurs répondent à ces défis en offrant une combinaison de services de prévention (pare-feu, logiciels) et de protection. C'est une chasse gardée des grands groupes internationaux. Les acteurs actifs dans ce domaine sont AIG Europe Limited, Allianz Global Corporate & Specialty AG (AGCS), Chubb Insurance Company of Europe SE, Zurich et Axa Winterthur. Les grands groupes suisses doivent souvent signer des accords de partenariat. Axa Winterthur travaille par exemple avec Nexos AG, tandis que Zurich Insurance collabore avec Kudelski.

Axa Winterthur offre des mesures de préventions et de couverture de sinistres spécifiques. Dans le cas d'une perte de données, Axa assume la réinstallation du système d'exploitation et des programmes ainsi que la récupération des données. En cas de perte de chiffre d'affaires, à l'image d'une boutique en ligne dont le système est bloqué à la suite d'une attaque et indisponible pendant trois jours, l'assureur verse le manque à gagner, déduit de la franchise.

Auprès de Zurich Insurance, l'assurance cyber-risque est définie selon le principe des modules. La composante de base est toujours la responsabilité civile, laquelle p s'accompagner de la récupérat des données et des coûts d'annon s'il y a des clients américains et 2016 européens. Elle offre auss couverture du risque de chanta Le prix dépend du nombre de d nées sensibles et de la branche. U petite banque est bien plus ch qu'une PME industrielle. Le t d'une couverture correspond à 0 du chiffre d'affaires, mais des ch gements sont fréquents. Les stati ques sont encore insuffisantes.

Au sein des entreprises, le tra de sensibilisation intègre cha employé, selon Carin Gantenb Les PME n'ont pas les moyens d' blir de tels processus. L'assureur fre à ses clients des conseillers p les sinistres, la communication l'analyse des processus.

Pour les personnes privées existe une assurance cybermobb pour les privés. L'assureur se cha d'éliminer certaines histoires pandues sur le Web. Un privé n tiendra pas satisfaction s'il t phone à Google pour changer site, explique Manuel Meier.

Et dans cinq ans? Si l'obligat de notification est introduite d l'Union européenne, la Suisse vra, promet le directeur de Zu Insurance. Le marché en devien plus transparent. On en parlera vantage, la perception sera su rieure. Et l'offre d'assurance élargie.

Implenia hacké

Des pirates informatiques ont pris pour cible dans la nuit de mercredi à jeudi le site interne d'Implenia, y plaçant de faux messages. Selon le groupe zurichois, numéro un suisse d la construction, qui a déposé plainte contre inconnu, le mot de l'attaque est lié aux travaux récemment achevés pour le siège de l'Eglise de scientolog à Bâle.

Dans un communiqué diffusé jeudi, Implenia condamne l'action criminelle des pirates informatiques, dont l'identité n'est pas clairement établie. L groupe de construction indiqu par ailleurs qu'il n'entretient pas de relations avec l'Eglise de scientologie. **ATS**

N° 108

POST TENEBRAS LUX
Nous maintiendrons

Mardi 8 Mai 1945

JOURNAL DE GENÈVE

NATIONAL, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE
FONDÉ EN 1826

RÉDACTION - ADMINISTRATION - IMPRIMERIE
5-7, Rue Général-Dufour
Téléphone : 5 03 50 (Imprimerie : 5 03 58)

SERVICE DE PUBLICITÉ : A.-J. CHAUVET
9, Rue Bovy-Lysberg, 9
Téléphone : 4 14 20

Le « Journal de Genève » ne répond pas des manuscrits qui lui sont adressés et ne se charge pas de les renvoyer

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Administration I. 582 | Imprimerie I. 934 | Publicité A.-J. Chauvet I. 4684

15 ct. le numéro

ABONNEMENTS (SUISSE)
3 mois 8.50 | 6 mois 16.- | 1 an 28.-
par chèque postal ou dans tous les bureaux de poste (taxe 30 cts)
ÉTRANGER : Tarifs à notre Administration

La guerre est finie en Europe

Après cinq ans et huit mois, la guerre la plus sanglante de tous les temps a pris fin en Europe par la capitulation inconditionnelle des dernières forces allemandes qui n'avaient pas mis bas les armes jusqu'à présent. Les combats ne cesseront probablement pas dans tous les secteurs à la fois et l'on verra sans doute encore des fanatiques prolonger la lutte, à l'Est, dans l'espoir d'échapper aux Soviets et de tomber aux mains des Anglo-Américains. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement allemand, ayant à sa tête le successeur désigné du Führer, a capitulé sans conditions, justifiant ainsi la formule de Casablanca, dont les événements de ces derniers jours nous ont fait comprendre la portée.

En exigeant l'*inconditional surrender* de la Wehrmacht, les dirigeants alliés savaient probablement qu'ils provoqueraient un renforcement de la résistance allemande et, partant, une prolongation de la guerre. Pas davantage que Hitler — mais dans un autre sens — ils ne voulaient recommencer l'erreur de 1918. Seule la défaite totale de l'Allemagne et la destruction de sa puissance militaire leur semblait valoir les sacrifices qu'ils demandaient à leurs peuples. Cette volonté inflexible des Anglo-Saxons et des Russes a eu raison de l'appareil militaire allemand, qui s'est effondré, après avoir provoqué la plus effroyable catastrophe que l'Europe ait connue.

La lutte qui a pris fin aujourd'hui demeurera une des pages sombres de l'histoire de notre vieux continent, transformé par la folie des hommes en un désert de cendres et de ruines, où la mort rôdera encore longtemps. Cette guerre n'a pas été une simple guerre où l'on se bat pour une frontière et jusqu'à ce que l'un des adversaires s'avoue vaincu. Cette guerre a été un ouragan qui a tout balayé sur son passage, un déchainement des forces mauvaises de la nature contre l'œuvre patiemment édifiée par les hommes au cours de trois mille ans d'efforts vers le bien et le beau.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas fêter le jour de la victoire avec une joie sans mélange, bien que les vainqueurs aient délivré le monde d'un fléau qui a semé la misère et la destruction, le deuil et la souffrance dans le monde. Si les vainqueurs ont triomphé par les armes, ils devront encore conquérir la paix. La fin des opérations militaires ne signifie nullement que les forces du mal ont été désarmées. Il s'agira de désarmer les esprits et de rétablir la confiance au cœur des hommes. Le jour où la haine mesquine qui avilit, la méfiance qui oppose et l'esprit sectaire qui divise les hommes auront disparu, ce jour là nous fêterons la vraie victoire.

Cependant, quelles que soient les difficultés et les peines qui nous attendent, nous pouvons verser aujourd'hui des larmes de joie, parce que le sang des combattants cessera de couler à flot et que le prix de la vie s'élèvera au niveau qu'exige la dignité de l'homme ; ensuite, parce que, pour employer une expression de M. Churchill, « l'humanité pourra se remettre à espérer. »

Cela ne signifie pas que nous retrouverons tout ce que nous avons eu jadis ou ce que nous pourrions désirer. Disons-le franchement : les hommes ne seront pas délivrés, d'un coup, de l'angoisse qui les étreignait depuis de longues années. Ils devront forger leur avenir à force de courage et de ténacité. Ce sera une œuvre de longue haleine et de patience. Car la paix est un devenir perpétuel, une création continue ; c'est pourquoi il faudra des années, des générations, avant que les mille plaies de l'humanité puissent se cicatriser.

Si l'on admet avec Clausewitz que la guerre n'est que la politique poursuivie par d'autres moyens, on peut craindre que le corollaire ne soit également vrai, c'est-à-dire que la paix ne soit que la continuation des opération de guerre par d'autres moyens. Aussi, la fin de la guerre n'apportera-t-elle pas un bien-être facile aux hommes, ni aux nations une concorde toute faite. Aux difficultés économiques s'ajouteront les dissensions politiques. L'horizon international est déjà chargé de nuées. Les événements de Pologne et d'Autriche montrent bien qu'une lutte diplomatique serrée va se poursuivre pour la possession de diverses positions-clef. Cependant, nous pensons que les antagonismes de régime — capitaliste et soviétique — n'impliquent nullement la nécessité ou la vraisemblance d'une troisième guerre mondiale. Il n'en reste pas moins que l'état d'alerte spirituelle sera maintenu. Les données fluides de ces antagonismes internationaux vont être sans cesse modifiés par l'évolution intérieure dans les différents pays, de sorte que plus encore que par le passé, la politique intérieure et la politique extérieure seront étroitement associées.

La paix ne naîtra pas de formules juridiques essentiellement contingentes et relatives. Elle s'édifiera peu à peu, au fur et à mesure que les hommes et les nations harmoniseront leurs conditions de vie ; elle naîtra d'une justice sociale plus grande, de l'élimination des préjugés nationaux et raciaux. C'est pourquoi le jour de la victoire, proclamé aujourd'hui par les nations unies, s'il ne répond pas à tous les espoirs qu'on a pu placer en lui, marquera néanmoins le début d'une œuvre de reconstruction féconde à laquelle sont conviés tous les hommes de bonne volonté.

S. Stelling-Michaud.

La Suisse et la fin des hostilités

LA VIE QUOTIDIENNE

Après cinq ans et huit mois, la guerre la plus sanglante de tous les temps a pris fin en Europe par la capitulation inconditionnelle des dernières forces allemandes qui n'avaient pas mis bas les armes jusqu'à présent. Les combats ne cesseront probablement pas dans tous les secteurs à la fois et l'on verra sans doute encore des fanatiques prolonger la lutte, à l'Est, dans l'espoir d'échapper aux Soviets et de tomber aux mains des Anglo-Américains. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement allemand, ayant à sa tête le successeur désigné du Führer, a capitulé sans conditions, justifiant ainsi la formule de Casablanca, dont les événements de ces derniers jours nous ont fait comprendre la portée.

En exigeant l'*inconditional surrender* de la Wehrmacht, les dirigeants alliés savaient probablement qu'ils provoqueraient un renforcement de la résistance allemande et, partant, une prolongation de la guerre. Pas davantage que Hitler — mais dans un autre sens — ils ne voulaient recommencer l'erreur de 1918. Seule la défaite totale de l'Allemagne et la destruction de sa puissance militaire leur semblait valoir les sacrifices qu'ils demandaient à leurs peuples. Cette volonté inflexible des Anglo-Saxons et des Russes a eu raison de l'appareil militaire allemand, qui s'est effondré, après avoir provoqué la plus effroyable catastrophe que l'Europe ait connue.

La lutte qui a pris fin aujourd'hui demeurera une des pages sombres de l'histoire de notre vieux continent, transformé par la folie des hommes en un désert de cendres et de ruines, où la mort rôdera encore longtemps. Cette guerre n'a pas été une simple guerre où l'on se bat pour une frontière et jusqu'à ce que l'un des adversaires s'avoue vaincu. Cette guerre a été un ouragan qui a tout balayé sur son passage, un déchainement des forces mauvaises de la nature contre l'œuvre patiemment édifiée par les hommes au cours de trois mille ans d'efforts vers le bien et le beau.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas fêter le jour de la victoire avec une joie sans mélange, bien que les vainqueurs aient délivré le monde d'un fléau qui a semé la misère et la destruction, le deuil et la souffrance dans le monde. Si les vainqueurs ont triomphé par les armes, ils devront encore conquérir la paix. La fin des opérations militaires ne signifie nullement que les forces du mal ont été désarmées. Il s'agira de désarmer les esprits et de rétablir la confiance au cœur des hommes. Le jour où la haine mesquine qui avilit, la méfiance qui oppose et l'esprit sectaire qui divise les hommes auront disparu, ce jour là nous fêterons la vraie victoire.

Cependant, quelles que soient les difficultés et les peines qui nous attendent, nous pouvons verser aujourd'hui des larmes de joie, parce que le sang des combattants cessera de couler à flot et que le prix de la vie s'élèvera au niveau qu'exige la dignité de l'homme ; ensuite, parce que, pour employer une expression de M. Churchill, « l'humanité pourra se remettre à espérer. »

Cela ne signifie pas que nous retrouverons tout ce que nous avons eu jadis ou ce que nous pourrions désirer. Disons-le franchement : les hommes ne seront pas délivrés, d'un coup, de l'angoisse qui les étreignait depuis de longues années. Ils devront forger leur avenir à force de courage et de ténacité. Ce sera une œuvre de longue haleine et de patience. Car la paix est un devenir perpétuel, une création continue ; c'est pourquoi il faudra des années, des générations, avant que les mille plaies de l'humanité puissent se cicatriser.

Si l'on admet avec Clausewitz que la guerre n'est que la politique poursuivie par d'autres moyens, on peut craindre que le corollaire ne soit également vrai, c'est-à-dire que la paix ne soit que la continuation des opération de guerre par d'autres moyens. Aussi, la fin de la guerre n'apportera-t-elle pas un bien-être facile aux hommes, ni aux nations une concorde toute faite. Aux difficultés économiques s'ajouteront les dissensions politiques. L'horizon international est déjà chargé de nuées. Les événements de Pologne et d'Autriche montrent bien qu'une lutte diplomatique serrée va se poursuivre pour la possession de diverses positions-clef. Cependant, nous pensons que les antagonismes de régime — capitaliste et soviétique — n'impliquent nullement la nécessité ou la vraisemblance d'une troisième guerre mondiale. Il n'en reste pas moins que l'état d'alerte spirituelle sera maintenu. Les données fluides de ces antagonismes internationaux vont être sans cesse modifiés par l'évolution intérieure dans les différents pays, de sorte que plus encore que par le passé, la politique intérieure et la politique extérieure seront étroitement associées.

La paix ne naîtra pas de formules juridiques essentiellement contingentes et relatives. Elle s'édifiera peu à peu, au fur et à mesure que les hommes et les nations harmoniseront leurs conditions de vie ; elle naîtra d'une justice sociale plus grande, de l'élimination des préjugés nationaux et raciaux. C'est pourquoi le jour de la victoire, proclamé aujourd'hui par les nations unies, s'il ne répond pas à tous les espoirs qu'on a pu placer en lui, marquera néanmoins le début d'une œuvre de reconstruction féconde à laquelle sont conviés tous les hommes de bonne volonté.

S. Stelling-Michaud.

La Suisse et la fin des hostilités

Berne, 7 mai 1945.

Le Conseil fédéral a estimé utile d'adresser des recommandations aux cantons au sujet des fêtes destinées à marquer dans tout le pays la fin des hostilités sur le théâtre européen. Il a suggéré que l'on se contentât de sonner les cloches et de célébrer des cultes religieux et que l'on s'abstînt de toute liesse indécente. Pour sa part, il adresse un message radiodiffusé à notre peuple.

On peut se demander si ces recommandations étaient vraiment utiles et s'il s'imposait de diriger ainsi le sentiment populaire. Le gouvernement aurait pu se rappeler que notre fête nationale se célèbre de la façon la plus simple du monde. Au soir d'une journée de travail qui ressemble à toutes les autres, on se réunit autour d'un feu, on entend un bref discours, on se recueille et l'on chante. C'est ainsi que nous marquons l'anniversaire de notre première alliance. La gravité l'emporte sur la joie.

Nous aurions célébré la fin des hostilités d'une façon semblable, même si nos mentors fédéraux ne nous y avaient pas invités. Tout au long de ce conflit atroce, nous avons été préservés et nous ne sommes pas très assurés d'avoir mérité ce sort exceptionnel par nos œuvres. C'est donc avant tout un sentiment de gratitude qui doit nous animer. Mais c'est aussi un sentiment de respect pour les innombrables victimes dont le sacrifice a permis la restauration que nous espérons tous et dont nous ne serons pas les derniers à bénéficier. Il y a quelques jours seulement que nous pouvons mesurer les souffrances des plus pitoyables de ces victimes. Au moment où l'espoir se lève dans les cœurs, c'est à elles que nous pensons. Nous prenons la résolution de secourir dans toute la mesure de nos forces celles qui ont survécu. Chez nous, chacun doit se dire que la journée de la fin des hostilités doit être aussi celle du Don suisse. Il n'est pas question de donner libre cours à sa joie. La dignité et la solidarité humaines nous commandent d'apporter notre message silencieux à ceux que le deuil ne quittera jamais plus.

D'ailleurs, il suffit d'interroger un peu autour de soi pour constater que, si l'angoisse se dissipe, l'inquiétude demeure. De ce point de vue, 1945 ne ressemble en rien à 1918. Au terme de la première guerre mondiale, chacun était convaincu que les peuples allaient marcher à grands pas vers un avenir meilleur. Si des intérêts nationaux s'opposaient, si les vainqueurs avaient sur la paix des vues souvent divergentes, ils paraissaient profondément unis par des aspirations communes. Le message wilsonien les inspirait, parce qu'il avait permis de ne pas désespérer aux jours les plus sombres du conflit.

En cette année 1945. la cessation des hostilités intervient, alors que les vainqueurs sont loin de s'être mis d'accord sur les principes qui devront assurer demain l'équilibre du monde. La paix que l'on appelle de ses vœux peut encore être troublée par des différends dont certains s'esquissent déjà. Les vainqueurs ont été d'accord pour gagner la guerre. Il leur reste à s'entendre pour gagner la paix. Pour y parvenir, ils devront, les uns et les autres, faire preuve d'une abnégation, d'un esprit de sacrifice et d'une bonne volonté que l'on a peine à concevoir. Ce sera d'autant plus difficile qu'ils représentent deux mondes différents, des conceptions sociales et humaines souvent opposées, des tendances générales dont quelques-unes seulement leur sont communes. Alors, comment l'inquiétude ne viendrait-elle pas tempérer notre joie ?

La paix se fera en dehors de la Suisse, comme notre pays a réussi à se tenir à l'écart de la guerre. A plus ou moins longue échéance, on nous offrira une place dans la nouvelle société internationale et c'est à peine si nous pourrons contribuer à la définir. Cependant, la réconciliation des peuples européens avec eux-mêmes posera à notre pays d'autres problèmes encore, d'ordre interne ceux-là. Tout au long de notre histoire, nous n'avons jamais échappé aux influences de l'extérieur, aux grands mouvements d'époque, parce que nous ne pouvons pas nous abstraire de ce qui nous entoure. Une fois de plus, nous allons éprouver la valeur de cette vérité. Nous nous trouvons en face d'un monde profondément transformé par cinq années et demie de guerre et de bouleversements: les pays anglo-saxons viennent de faire une évolution sociale dont nous avons de la peine à imaginer l'ampleur; par ses conquêtes, l'U.R.S.S. s'apprête à exercer en Europe une influence directe et décisive, alors qu'elle ne se manifestait en 1939 que par des entreprises révolutionnaires; les souffrances des peuples opprimés les ont transformés à tel point que nous ne les reconnaîtrons pas toujours, quand ils sortiront de leur silence. Pendant ce temps, nous sommes restés immobiles ou, plus justement, nous avons modifié l'aménagement intérieur de notre maison, tout en respectant scrupuleusement sa façade. Le moment viendra bientôt où nous devrons convenir qu'il n'est pas de retour en arrière, que l'on n'a plus le droit d'avoir peur des mots et qu'il nous faut avouer ce que nous sommes devenus. Encore subsistera-t-il, entre les autres peuples et nous, une distance immense, parce que nous avons pu nous contenter de maintenir et que nous ne nous sommes pas retrempés dans l'expérience douloureuse, mais féconde au point de vue spirituel, de la libération.

Ce chemin, comment le parcourrons-nous, afin de ne pas perdre le contact avec le monde extérieur, afin que la Suisse ne soit pas une pièce de musée, mais un être réellement vivant, capable d'apporter sa contribution au maintien de la paix et à la construction d'un ordre social plus juste ? Si l'inquiétude ne nous quitte pas en cette heure de premier apaisement, c'est sans doute que nous craignons de ne pas être à la hauteur de notre tâche. Cette modestie peut être féconde, si cette pensée fait plus que nous effleurer, si nous sommes tous bien convaincus qu'il convient encore et toujours de maintenir, mais que le moment est venu d'innover et d'entreprendre avec audace. Nous allons nous lancer dans l'aventure spirituelle d'un renouvellement. La fortune nous sourira, si l'ordre et la concorde président à cette étape de notre vie nationale, si nous retrouvons le sens des mots et si chacun se rend compte à quel point sa responsabilité est engagée, quand il dit vouloir que nous soyons un peuple de frères.

Pierre Béguin.

M. Churchill et le général Eisenhower

CE SOIR, SONNERIE DES CLOCHES

Allocutions des conseillers fédéraux de Steiger, Petitpierre et Celio

Berne, 8. — De l'A. T. S. :

Ce soir, après la sonnerie des cloches, prévue de 20 h. à 20 h. 15, M. de Steiger, président de la Confédération, et les conseillers fédéraux Petitpierre et Celio s'adresseront en même temps au peuple suisse par le truchement des trois émetteurs nationaux.

Cultes solennels des Églises

Ce soir, à 20 h. 30, les Églises de Genève célébreront des cultes solennels : les protestants à la cathédrale de Saint-Pierre, les catholiques romains en l'église de Notre-Dame, les catholiques chrétiens en l'église de Saint-Germain, les paroisses protestantes de langue allemande au temple de la Madeleine.

Un culte d'actions de grâce sera célébré à l'église russe de Genève aujourd'hui, à 20 h. 30.

Tous les membre des églises sont invités à venir y exprimer leur reconnaissance à Dieu.

LA VIE QUOTIDIENNE

Ce qu'il reste à faire

Non, ce n'est pas l'enthousiasme de 1918, lorsque dans le rayonnement de la paix, un monde semblait s'ouvrir à la lumière d'un avenir définitif, que les hommes saluaient de leurs acclamations. Aujourd'hui, l'atmosphère est lourde, empoisonnée d'horreurs toutes proches encore, qui nous serrent à la gorge. La surface du globe a vu tant d'infamies qu'on se demande où pourrait éclore la joie de vivre.

Or, ce qui doit renaître, maintenant, c'est tout d'abord l'espérance, sans laquelle la vie n'a plus ni force ni raison, et la confiance entre les hommes. Après cette épouvantable expérience, qui a montré ce dont ils sont capables, tant dans le crime que dans l'endurance et le sacrifice, il faut retrouver un rythme d'existence auquel nos activités puissent s'accorder pour travailler au bien général. Il faut s'astreindre à écouter l'ordre du Ciel, qui est aussi celui de la société, si longtemps étouffé par le déchainement des puissances du mal; il faut que la brûlante ardeur de la charité pénètre nos esprits et les enflamme du souffle rénovateur de la fraternité humaine.

Telle est notre mission, à nous autres Suisses qui, miraculeusement épargnés dans nos corps et nos âmes, ne traînons pas derrière nous l'effroyable fardeau des blessures inguérissables et des haines justifiées. Nous avons vu souffrir, sans souffrir nous-mêmes. Ni la vengeance ni l'exécration ne sont notre lot. Nous pouvons collaborer, par l'exemple, l'action et la parole, à l'épanouissement d'une paix qui, peu à peu, muera en une commune attente d'un avenir meilleur la honte des bourreaux et la colère des victimes.

Nos contemporains viennent d'assister à la mort d'un monde qui, depuis longtemps, courait à sa perte. Avec tous les peuples, et avant eux encore, parce que cette loi morale nous est moins lourde qu'à n'importe quel autre, il nous appartient de naître à une vie nouvelle et de travailler à son épanouissement. Aujourd'hui la parole du Christ atteint directement chacun de nous: « Parce que l'iniquité sera multipliée, la charité de plusieurs se refroidira. Mais celui qui aura persévéré jusqu'à la fin sera sauvé. »

P. C.

Le maréchal Montgomery

1945, la Suisse en liesse

Le retour de la paix célébré à Genève. ARCHIVES

Gilbert Ceffa était passeur à la frontière franco-genevoise à la fin de la guerre. Il se souvient du 8 mai 1945 et de la joie d'un canton que le conflit avait enfermé, isolé

De nombreux Français sont morts après avoir espionné au service de la Suisse. Une plaque commémorative devrait leur rendre hommage

Frédéric Koller

«Ce jour-là, c'était ensoleillé, il faisait très beau. On a ouvert une bouteille et puis on a fait la fête toute la nuit.» Gilbert Ceffa, 91 ans, habite à Veyrier, au pied du Salève, la montagne des Genevois. «Cela a duré deux jours, ça éclatait, ça explosait, dans tout le canton. Je n'ai jamais revu une telle exubérance!»

Le 8 mai 1945, à Genève, Gilbert Ceffa ne se souvient pas avoir entendu voler les cloches. Elles ont pourtant sonné dans tout le pays. Ni du discours du président de la Confédération. Eduard von Steiger avait commencé par ces mots: «Les cloches des églises annoncent la fin des actes de guerre.» Un message tout en retenue. «Le sentiment de libération qui nous anime aujourd'hui, expliquait-il, ne doit pas nous empêcher de reconnaître combien notre sort a été clément comparé à celui des peuples qui ont fait la guerre. Ce sort plus clément, nous le devons moins à nous-mêmes qu'à une volonté qui nous dépasse. C'est pourquoi nous devons célébrer ce grand jour en toute modestie et avec dignité.»

A Genève, c'est la liesse. «Une quantité de gens ont déferlé en France, à Annemasse, à Ferney, à Annecy. Faut comprendre: on était resté enfermé durant des années… on pouvait enfin sortir du canton», rappelle Gilbert Ceffa. Genève, presque entièrement enclavé en territoire français, était enfin dégagé de sa gangue. «C'était un peu comme pour la chute du Mur de Berlin, ose Claude Barbier, historien savoyard et confident de Gilbert. Genève a vécu la guerre comme un territoire assiégé, entouré de gens hostiles.»

Gilbert Ceffa se souvient aussi de son étonnement, pour ne pas dire de sa gêne. Si les Genevois fêtaient, en France, l'atmosphère était bien différente. «Quelques Français sont venus modestement en Suisse pour acheter des cigarettes. De l'autre côté de la frontière, c'était terne. Il n'y avait aucune exubérance. On avait trop souffert. Il y avait trop de douleur, trop de morts. L'enthousiasme, c'était en 1944, lors de la Libération.» Alors que la Suisse, épargnée, respire, la France, déchirée, règle ses comptes. A l'occupation succède une guerre franco-française. On fusille les collabos, comme à Annemasse où 17 miliciens sont exécutés, on espère le retour des déportés, des travailleurs forcés. «L'ambiance était électrique, c'était l'épuration», complète Claude Barbier.

> «Ce serait bien de faire savoir que des centaines de frontaliers bossaient pour les services de renseignement suisses»

Gilbert Ceffa le comprend d'autant mieux qu'une partie de sa famille, du côté de sa mère, est d'origine savoyarde. Il a toujours vécu à cheval entre les deux pays. Né en 1924 dans la commune frontalière de Thônex, il fait son école de recrue en 1944 à Sion dans l'artillerie de montagne. De retour à Genève, il est au bénéfice d'un revenu minimum, employé par le département militaire à diverses tâches de protection civile. Il assiste également l'abbé Gaston Desclouds, le curé de Thônex, avec qui il s'adonne à la contrebande. «On achetait des graines de petits oignons que l'on revendait 30 francs le kilo à la chimie bâloise», se souvient Gilbert Ceffa. Il y avait également les pipes de Saint-Claude. «Cela permettait de financer des projets pour les enfants. Et d'aller à la Côte d'Azur.»

Mais Gaston Desclouds, son réseau de curés, de scouts, et Gilbert Ceffa font bien plus que cela. Ce sont des passeurs, précise Claude Barbier. Les personnes qui gagnaient clandestinement Genève, transitaient notamment par la Croix-de-Rozon, se souvient le nonagénaire, qui se faisait alors appeler Jean-François Pierrier. Les curés faisaient passer des juifs, se souvient-il, mais à l'époque je ne savais pas.» Certains membres de ce réseau l'ont payé de leur vie comme le révérend père Louis Favre, fusillé avec sept autres résistants le 16 juillet 1944 dans une clairière de Vieugy, près d'Annecy. Gilbert Ceffa, qui avait conservé ses billets rédigés en prison, entretient sa mémoire.

Plusieurs de ces passeurs travaillaient aussi pour le renseignement suisse. 70 ans après les faits, c'est cette histoire-là, celle des combattants de l'ombre, que veut raconter Gilbert Ceffa. Il estime que le travail de mémoire est insuffisant. Il en veut à cette Suisse officielle qui s'est montrée si «pingre» envers les hommes qui se sont sacrifiés pour elle, y compris des Français. Une histoire méconnue.

C'est en 1942 que le major Bernard Cuénoud crée le Bureau France (qui deviendra Bureau Allié) pour le compte de la centrale du service de renseignement suisse. Il maintiendra des contacts importants avec la communauté du renseignement allié (Britanniques, Français, Américains) établie à Genève. Plus de 1500 agents nourrissent son propre réseau. Parmi ceux-ci, on trouve des Suisses, des doubles nationaux, mais surtout des Français.

A la fin de la guerre, Bernard Cuénoud, devenu entre-temps colonel, rédige un rapport sur ses services: «Contrairement à tout ce que pourraient prétendre les profanes, écrit-il, c'est aux services rendus par nos agents recrutés, éduqués et orientés dans des conditions aussi difficiles que délicates que nous devons plus de 75% des rapports que nous avons obtenus. Au dévouement de bon nombre d'entre eux, notre pays doit d'avoir été judicieusement et rapidement renseigné.» *

Sur ces 1500 agents, 47 sont morts au service de la Suisse, précise encore le colonel Cuénoud: 31 ont été fusillés, 11 sont morts en captivité et cinq accidentellement. Six d'entre eux étaient des citoyens suisses. «Ne pourrait-on pas rappeler le nom de ces Français morts pour la Suisse par une petite plaque commémorative, s'interroge Gilbert Ceffa? Elle pourrait être placée à la frontière, à Ville-la-Grand par exemple, là où le père Favre faisait passer les clandestins. Ce serait bien de faire savoir que des centaines de frontaliers bossaien pour les services de renseignemen suisses.»

Ces souvenirs sont pénibles. I viennent par bribes. On compren que la famille de Gilbert Ceffa, côt français, a elle aussi été déchirée: u oncle collaborateur du régime de V chy, fusillé; un parent résistant cons déré comme un héros. «Cela fait r monter des choses…» L'idée qu'o puisse parler de lui le «chicane dit-il. Ne surtout pas se mettre e avant. Rester dans l'ombre. Celui qu fit par la suite toute sa carrière dan la banque préfère rester humbl Comme cette Suisse dont le «sort cl ment» durant la guerre devait beau coup à «une volonté qui nous d passe». Du moins voulait-on le croi à l'époque.

•Lire «Les échanges de l'ombre thèse de doctorat de Christian Ross Institut d'histoire de l'Université d Neuchâtel

«Cette joie était lourde d'arrière-pensées»

Le 23 mai 1945, le ministre des Affaires étrangères suisse, Max Petitpierre, brosse un tableau de l'après-guerre qui commence, à l'intention des gouvernements cantonaux et de la Commission des affaires étrangères du Conseil national. Le document a été récemment publié par les Documents diplomatiques suisses. «La joie provoquée par la cessation des hostilités en Europe, écrit le ministre, a été tempérée par la découverte des souffrances infligées avec une cruauté systématique aux millions d'êtres humains déportés dans les camps de concentration de l'Allemagne hitlérienne. Cette joie était d'autre part lourde d'arrière-pensées. On éprouvait et on éprouve encore aujourd'hui le sentiment qu'entre la fin de la guerre et le retour à la paix s'écoulera une période peut-être assez longue, pendant laquelle de nouveaux conflits naîtront entre les Nations Unies, dont on ne peut dire s'ils se résoudront par des voies pacifiques ou au contraire provoqueront une nouvelle guerre […] On peut se demander – pour peu que [son] occupation dure plusieurs années – s'il n'y aura pas deux Allemagnes: l'une façonnée par la Russie, l'autre par les Démocraties occidentales. Il y a quelque chose de nouveau dans les intentions des Alliés: leur volonté de transformer la mentalité d'un peuple. […] La Russie paraît aujourd'hui vouloir réaliser des ambitions qui depuis des siècles furent les siennes et sur la légitimité desquelles je m'abstiens d'émettre un jugement. A vrai dire, ses intentions n'ont jamais été expressément formulées: sa politique est entourée de silence et de mystère. Elle n'est pas liée par les mêmes principes, fréquemment énoncés, que ses alliés anglo-américains. […] Quelles sont les arrière-pensées russes à notre égard? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, les relations ne reprendront qu'au moment que le gouvernement de l'URSS jugera lui-même.»

>> Sur Internet

En photos. De Lausanne à New York, notre galerie photos sur les images du 8 mai 1945

Vidéo. Un extrait du *Ciné-Journal* diffusé dans les salles de cinéma romandes

www.letemps.ch

Reims, 02h41 le 7 mai: le «grand secret» de Dwight Eisenhower

> L'acte de capitulation ne fut pas signé le 8 mai, mais le jour précédent à Reims. En secret…

Sur le flanc du Douglas DC3 de l'US Air Force, la pin-up déshabillée censée porter chance aux aviateurs américains ne pourrait pas être plus incongrue. Impossible, en effet, d'avoir l'humeur légère à la vue, en ce 6 mai vers 17 heures, de la délégation allemande transportée par les alliés de Flensburg, le dernier QG de la Wermacht à la frontière danoise, à la base aérienne 112, près de Reims.

Albert Meserlin, l'un des photographes attaché au SHAEF, le Commandement suprême des forces alliées en Europe, est alors en embuscade devant la porte de l'appareil d'où descend, plus martial que jamais, le général Alfred Jodl, chef d'état-major allemand dépêché en urgence par ses deux supérieurs, l'amiral Doenitz, grand chancelier du Reich après le suicide d'Hitler le 30 avril, et le maréchal Keitel, chef des armées.

ALBERT MESERLIN/LDD

Reims, le 7 mai à 02h41. L'acte de reddition est signé dans la salle des cartes par le général allemand Jodl, l'Américain Bedell Smith, le Russe Sousloparov et, comme témoin, le général français Sevez. Photographie prise par Albert Meserlin, le photographe d'Eisenhower.

L'ultime arme de Jodl

Sa mission? Négocier la reddition et, surtout, arracher aux Anglo-Américains une paix séparée qui pourrait permettre de poursuivre les combats contre les forces soviétiques. Son interlocuteur? Le général Dwight Eisenhower, commandant suprême allié, dont le QG avancé se trouve, quasi-incognito, depuis l'automne 1944 dans une imposante école de briques rouges des années trente. Une école peu gardée, dont une partie des bâtiments continuent d'être occupée par des salles de classe remplies de collégiens. Mais une école reliée directement à la Maison-Blanche et à tous les théâtres d'opération de la guerre agonisante. Avec, au premier étage, le cœur du dispositif allié: une salle des cartes occupée 24h/24, sur lesquelles officiers d'ordonnance et secrétaires déplacent en permanence drapeaux et symboles des forces en présence.

Jodl, qui sera plus tard condamné à mort pour «crimes de guerre» par le Tribunal de Nuremberg, sait que tout est fini. Pour bien le lui faire comprendre d'emblée, le QG allié a dépêché, sur la base aérienne, plus d'une centaine de prisonniers de guerre allemands, sanglés dans leurs uniformes américains flanqués du sigle POW. Reims a été libérée le 30 août 1944. Elle est, depuis, l'une des plus importantes places fortes de l'US Army, et le sanctuaire d'une de ses divisions les plus redoutées, la 101e Airborne, qui s'est battue tout l'hiver dans les Ardennes, autour de Bastogne. Les prisonniers allemands s'y comptent par milliers, employés comme chauffeurs, maçons, manutentionnaires. La Wermacht d'hier est moribonde. «L'ultime arme de Jodl était son regard. Il nous fusillait avec ses yeux», raconte, bien plus tard, Albert Meserlin à Marc Bouxin, l'actuel directeur du Musée de la reddition, dans la fameuse école.

Sur place, Alfred Jodl n'est pas reçu comme il l'espérait par Ike Eisenhower. Question de rang. Le général américain a pour seul homologue Wilhelm Keitel. De longues heures de négociations s'engagent donc entre les Allemands et le général Walter Bedell Smith, numéro deux américain du GQG. Ike est, lui, tenu informé dans son bureau-chambre situé au-dessus de la salle des cartes. Avant la nuit, le futur président des Etats-Unis fait même un aller-retour entre l'école et sa villa cossue avec parc attenant au 17, boulevard Lundy. Son assistante britannique, Kate Sommersby, que beaucoup pensent être sa maîtresse, y a aussi élu bureau et domicile.

Entre-temps, la communication, style Hollywood, s'est mise en branle. Une quinzaine de correspondants de guerre ont été acheminés vers Reims depuis l'hôtel Scribe proche de l'Opéra à Paris et transformé en centre de presse allié. Les journalistes sont cantonnés dans une salle de classe, gardée par la Military Police. A côté, lumières et projecteurs sont installés dans la grande salle des cartes. Le 6 mai n'est plus. Il est minuit passé, le 7 mai. Les Allemands ont cédé sur tout, mais obtenu une concession: que la fin des combats intervienne le 8 mai à 23h01, soit minuit heure de Moscou, soit 46 heures plus tard. D'ici là, un embargo total sera imposé. La Wermacht pourra donc faire passer le maximum de contingents en zone alliée. Le général russe Sousloparov, envoyé de Staline en France, n'a pas saisi la nuance. Les signatures sont apposées à 02h41 le 7 mai, devant les caméras et les photographes.

Eisenhower convoque dans la foulée Jodl pour lui redemander si les Allemands ont bien compris les termes de leur capitulation sans condition. *Réponse affirmative. Salut militaire. La guerre est finie sur le front ouest, tandis que le Japon continuera de se battre jusqu'en août.* L'acte définitif de reddition signé à Berlin le 8 mai, ne sera qu'un remake exigé par les Soviétiques, à nouveau en l'absence d'Eisenhower. Terminés donc les combats, les massacres, l'horreur qui a causé la mort de 35 millions de personnes en Europe. Mais la raison d'Etat exige de n'en rien dire. Truman et Churchill ne veulent pas froisser Staline. Le «grand secret» est imposé. Les journalistes, rapatriés à Paris avec images, enregistrements et notes, doivent obtempérer.

«Germany surrendered…»

Ce plus lourd embargo de tous les temps, un homme va le briser dans l'après-midi du 7 mai. Son nom? Edward Kennedy, 40 ans, chef correspondant de l'Associated Press (AP). Journaliste respecté, vétéran des grandes batailles, réputé proche d'Ike, le reporter s'étrangle lorsque, dans sa chambre du quatrième étage de l'hôtel Scribe, il reçoit un télégramme lui annonçant que des radios allemandes commencent, elles, à annoncer la reddition. Il est près de 15 heures à Paris. Tous les télégraphes sont surveillés par la censure. Kennedy met miraculeusement la main sur une ligne téléphonique ouverte et parvient à joindre Londres. Il dicte: «Germany surrendered unconditionally to the Western Allies and the Soviet Union at 2:41 a.m. French time today. The surrender took place at a little red school house that is the headquarters of Gen. Dwight D. Eisenhower…»

L'histoire n'a retenu que l'annonce du VE Day (Victoire en Europe) qui, le lendemain 8 mai, fait la une des journaux du monde entier. Kennedy, lui, paiera cher pour avoir brisé l'embargo sur la signature dans la «petite école» qui, en réalité, est un imposant bâtiment. Renvoyé aux Etats-Unis par l'armée, licencié par AP (l'agence attendra 2012 pour présenter des excuses posthumes à son reporter, décédé en 1963) honni par *ses pairs, l'homme qui apprit à l'Europe sa libération et la fin de son pire cauchemar se retrouva à jamais enchaîné à son scoop.*

Richard Werly REIMS

«La neutralité est très mal perçue par les Alliés»

En 1945, le Conseil fédéral doit jouer une partie difficile. Le pays est en butte aux critiques des vainqueurs. Interview de l'historien Marc Perrenoud

L'historien Marc Perrenoud a été le conseiller scientifique de la Commission Bergier. Il occupe actuellement la même fonction pour les Documents diplomatiques suisses, vaste projet d'édition des sources officielles de la politique étrangère helvétique. A l'occasion du 70e anniversaire du 8 mai 1945, les Documents diplomatiques ont mis en ligne un dossier contenant des informations clés pour comprendre la situation de la Suisse à l'époque, dont une intervention particulièrement éclairante de Max Petitpierre, le chef du Département politique fédéral, datée du 23 mai 1945 *(dodis.ch)*.

Le Temps: Comment réagit la population à l'annonce de la capitulation allemande?

Marc Perrenoud: C'est un soulagement, une grande joie. Les Suisses descendent dans la rue, le pays est en fête. En même temps, dans son message officiel, le Conseil fédéral appelle la population à célébrer cette journée «en toute modestie et avec dignité».

– Pourquoi?

– Parce que le Conseil fédéral a conscience que les privations que les Suisses ont endurées sont sans commune mesure avec les souffrances subies par les peuples entraînés dans la guerre.

– Dans quel état d'esprit se trouvent les autorités?

– Elles savent que la Suisse est sous le feu des critiques des vainqueurs. Elles sont conscientes que la neutralité et les relations en particulier économiques conservées jusqu'au bout avec le Reich sont très mal perçues par les Alliés. Ceux-ci ont été furieux d'apprendre qu'en avril encore, la Banque nationale a accepté de l'or de la Reichsbank qui se trouvait à Constance.

– Les Suisses sont-ils conscients que la capitulation allemande n'est pas simplement la fin de la troisième guerre européenne depuis 1870?

– Oui, je crois que les gens comprennent que ce qui s'est passé est spécifique. La population découvre avec horreur la réalité atroce des camps d'extermination et constate l'ampleur exponentielle du nombre de victimes civiles du conflit.

– Depuis quand les autorités suisses ont-elles compris qu'elles devraient rendre des comptes aux Alliés?

– Avant même la fin des hostilités. En mars 1945 déjà, le Conseil fédéral a dû signer à Berne avec une délégation alliée emmenée par l'Américain Lauchlin Currie des accords sur une série de problèmes, de l'or nazi aux biens pillés en passant par les livraisons d'armes à l'Allemagne et le transit de marchandises. Les concessions que la Suisse doit se résoudre à faire vont «à l'extrême limite de ce qui est encore compatible avec la neutralité», dira le Conseil fédéral. Mais elles sont considérées comme nécessaires pour préserver les chances de la Suisse et de son économie dans l'après-guerre. Les discussions se poursuivront et aboutiront à l'Accord de Washington en mai 1946. Grâce au paiement de 250 millions de francs pour la reconstruction de l'Europe, la Suisse est radiée de la liste noire des Alliés.

– Elle s'en sort bien?

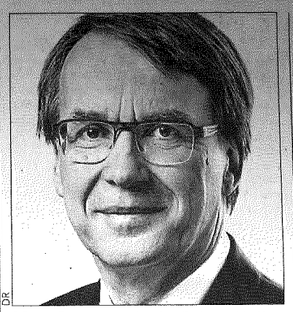
– Oui. William Rappard [à l'époque négociateur pour la Suisse, ndlr] qualifiera cet accord de «miracle diplomatique».

– Cela suffit-il à calmer les Etats-Unis?

– Les critiques atteignent leur apogée en 1945 et vont s'atténuer au fur et à mesure que la Guerre froide s'accentue. Il faut dire aussi que l'équipe de Truman se montre plus compréhensive envers la Suisse que celle de Roosevelt, qui meurt en avril 1945.

– Comment les critiques alliées ont-elles été ressenties par la Suisse?

– Il y a eu une certaine incompréhension. Les exigences alliées sont considérées comme exorbitantes, mais les Suisses comprennent qu'il n'est pas possible de faire autrement. Dans un rapport de mars 1945 sur le résultat des négociations «Currie», le diplomate Etienne Junod, futur président du Vorort – et du conseil d'administration du *Journal de Genève* –, décrira les revendications américaines comme un «véritable plan de guerre économique». Petitpierre, lui, parlera d'«impérialisme» des Etats-Unis, mais il dira aussi que ce sont eux qui ont gagné la guerre et qu'il faut leur en garder une certaine reconnaissance.



DR

Marc Perrenoud: «La Suisse était sous le feu des critiques.»

– Max Petitpierre est l'homme de la neutralité active et solidaire. A-t-il inventé ce concept?

– Pas tout à fait. En 1944, on trouve déjà l'expression de neutralité-solidarité dans des documents de l'administration. Mais c'est lui qui porte l'idée dès son arrivée au Conseil fédéral en février 1945. Il appuie des efforts pour les victimes de la guerre et l'accueil de réfugiés.

– Quelle est son analyse?

– Il est parfaitement conscient de la position difficile dans laquelle se trouve la Suisse et mènera une politique qui changera beaucoup par rapport à l'attitude de Marcel Pilet-Golaz [prédécesseur de Max Petitpierre à la tête de la diplomatie suisse, critiqué pour son attitude à l'égard de l'Allemagne nazie, ndlr] Fin mai 1945, Petitpierre relève que rien ne doit être négligé par la Suisse pour justifier sa politique de neutralité. L'un de ses axes sera l'action humanitaire. Il insiste aussi sur l'incertitude de la situation internationale; il dit qu'on va peut-être au-devant d'une nouvelle guerre. La conséquence qu'il en tire est que la Suisse ne peut pas adhérer aux Nations unies. Pour lui, il faut montrer que la neutralité suisse est dans l'intérêt de toute l'Europe, comme en 1815, et même de l'ensemble du monde.

– En 1986, le même Max Petitpierre soutiendra l'adhésion à l'ONU. Pensez-vous qu'il aurait pu défendre une autre position après la guerre déjà?

– Non. Il n'y avait politiquement aucune possibilité de faire changer d'avis la majorité très sceptique après les échecs de la Société des Nations. Certains historiens soutiennent qu'il aurait pu se montrer plus énergique. Mais je vois difficilement comment quelqu'un même de très énergique aurait pu surmonter les réticences exprimées en 1945.

– La neutralité suppose de rétablir des relations avec l'URSS…

– C'est une priorité de Max Petitpierre. Pour lui, la reprise des relations diplomatiques est indispensable pour la crédibilité de la neutralité. La Suisse est alors pratiquement le seul Etat n'appartenant pas aux pays de l'Axe à ne pas en avoir. Mais Staline se méfie de la Suisse, qu'il soupçonne d'être impliquée dans les tentatives des Allemands de négocier une paix séparée avec les Américains et les Anglais. En 1945, la situation est tendue aussi parce que la propagande soviétique accuse la Suisse d'avoir maltraité les ressortissants russes qu'elle a internés pendant la guerre. Le Conseil fédéral fera diffuser un film de propagande pour démontrer que tel n'a pas été le cas.

– A part la neutralité, quelles traces durables la fin de la guerre va-t-elle laisser en Suisse?

– L'Etat social d'abord. On a tout fait pour éviter que la Seconde Guerre mondiale s'achève en Suisse comme la Première, par un grave conflit social. La recherche du consensus social et politique est un effet durable de 1939-1945. Ce sera l'AVS en 1947 et le renouvellement de la paix du travail. Un autre point va être déterminant: le secret bancaire, que la Suisse a défendu de manière décisive. Si toutes les exigences des Alliés avaient été acceptées, le secret bancaire aurait fini par devoir être levé. Il a été maintenu – surtout pour des raisons fiscales. Enfin, le franc suisse, qui devient en 1940 la monnaie internationale par excellence, reste durablement très demandé.

– Le 8 mai 1945, c'est aussi la répression sanglante des protestations à Sétif, en Algérie, les prémices de la guerre d'indépendance…

– Oui, mai 1945, c'est aussi les débuts de la décolonisation. Les services de Max Petitpierre, celui qui, plus tard, permettra les contacts secrets en Suisse entre le FLN et les émissaires du général de Gaulle, reçoivent un témoignage direct des événements. Le sous-directeur de la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif, Gustave de Pourtalès, se trouvait à proximité de Sétif. Il adresse une lettre au consul général de Suisse dans laquelle il raconte sa frayeur et où, de manière extrêmement intéressante, il parle de la situation comme d'un «volcan mal éteint».

Propos recueillis par Denis Masmejan

7, Rue de Genève
Téléphone
28404, 05, 06, 07
(021)
Chèques postaux II. 2
ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Suisse fr. 28.— 16.— 8.50
France fr. fr. —.— 470.— —
Autres pays fr. 40.— 20.50 10.50
Régie des annonces :
PUBLICITAS
15, rue Centrale
Le numéro : 15 cts.

Gazette de Lausanne

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1798

Un placement
toujours intéressant
l'achat d'un beau et véritable
Tapis d'Orient
Choix imposant
Prix avantageux
B. IYNEDJIAN
Rue de Bourg 7 - Lausanne

La capitulation allemande

C'est au début de l'après-midi de lundi que la grande nouvelle si ardemment attendue nous est parvenue ; elle annonçait que le grand-amiral Dœnitz, qui s'intitule « ministre dirigeant du gouvernement du Reich », a ordonné à toutes les forces combattantes du Reich de capituler sans conditions, et cet ordre a été répété à tous les postes allemands de radio par le comte Schwerin von Krossigk, ministre des affaires étrangères. La reddition aurait eu lieu à 1 h. 41 (heure suisse) au quartier général du général Eisenhower, quelque part en Allemagne occupée.

A vrai dire, au moment où nous écrivons ces lignes, la situation est encore confuse sur quelques parties du front occupé par les armées russes et spécialement en Tchécoslovaquie, où se trouve le principal centre de résistance des unités allemandes qui font mine de ne pas obéir à l'ordre de capitulation. Il est donc possible que l'on continue encore à se battre ci et là ; mais le sort du Reich hitlérien est désormais réglé.

La guerre est virtuellement terminée, et son achèvement définitif par la cessation complète des hostilités sur tous les fronts est une question de quelques jours, peut-être même de quelques heures.

Ainsi une des plus grandes guerres de l'histoire se termine par la plus grande reddition de l'histoire : on estime qu'environ 10 millions d'Allemands vont devenir prisonniers, soit un nombre plus considérable que les effectifs alliés en campagne. Le Reich hitlérien, complètement vaincu, a demandé grâce. Il commence à expier les crimes que lui a fait commettre un fol orgueil.

◇◇◇

Depuis une semaine, les événements sensationnels se sont succédé à une telle cadence qu'ils font chanceler les esprits les plus rassis et qu'on en est tout étourdi. On a peine à en mesurer toute l'ampleur. On aura besoin de calme et de réflexion pour les commenter comme il convient ; ce sera pour ces jours prochains. Ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est qu'il nous est donné de vivre une des heures les plus décisives de l'histoire.

A la nouvelle de la capitulation générale de l'Allemagne, un immense frémissement d'espoir soulève le monde entier. La monstrueuse entreprise de domination et de violence née dans l'esprit de Hitler et de ses complices aboutit à un total avortement. C'est le jour de la justice immanente dont enfin nous voyons l'aube luire. Partout les servitudes s'effondrent, les peuples opprimés renaissent à la liberté.

La victoire des Alliés ne clôt pas seulement les horreurs du long drame aux péripéties atroces qui a ensanglanté notre continent, multiplié les ruines et accumulé une somme indicible de souffrances. Ce que nous pouvons célébrer dès aujourd'hui, c'est une victoire de l'esprit. Les jours se lèvent qui vont remettre en valeur la dignité humaine. Une Europe nouvelle, délivrée du cauchemar sanglant, va pouvoir — c'est notre fervent espoir à tous — s'organiser pour instaurer l'avènement d'un régime de justice et de liberté.

A cette heure solennelle, nos pensées de gratitude vont à tous les peuples qui ont versé leur sang pour l'affranchissement du monde. Elles vont à tous ces soldats inconnus qui se sont tous battus un peu pour nous (car nous savons quel eût été notre sort au cas d'une victoire du Troisième Reich), à tous ces morts qui se sont immolés pour assurer un avenir meilleur à l'humanité, à ces tombes innombrables d'où la liberté sort vivante.

Notre sympathie et notre respect vont aussi à tous ceux qui ont résisté dans les pays occupés, à tous ceux qui, vivant sous un régime de terreur qui multipliait les pires cruautés et qui cherchait à briser jusqu'aux ressorts immortels de l'âme, ont payé de leur vie ou de persécutions atroces leur volonté de ne pas céder à l'oppresseur. N'oublions jamais toutes ces victimes dont l'héroïsme obscur honore la nature humaine.

◇◇◇

Sans doute la capitulation n'est pas la paix et beaucoup de temps s'écoulera encore avant que celle-ci puisse être signée. Il y a de lourds nuages à l'horizon. Les problèmes à résoudre sont à l'échelle de cette conflagration gigantesque : ils sont immenses. L'Europe est au fond de l'abîme, en proie à une misère et à un chaos infinis, et voilà qui doit mettre de la gravité dans notre joie.

C'est une œuvre patiente et longue de reconstruction qui devra être entreprise dans les années à venir. Un labeur prodigieux attend tous les hommes de bonne volonté. Il s'agira de rendre habitable, matériellement et moralement, notre Europe déchirée et ravagée. A cette œuvre de restauration, le peuple suisse peut et doit apporter sa contribution. Pendant ces années terribles, il a « tenu » avec courage et dignité, il a rempli scrupuleusement ses devoirs internationaux, il n'a rien négligé pour être en mesure de défendre son indépendance contre les agressions possibles, il a le droit de porter la tête haute. Ce sera la tâche de notre jeunesse d'apporter, de toute son ardeur, sa contribution à cette édification d'un monde nouveau.

Espérance et courage : tels sont les deux mots par lesquels nous voulons achever ces réflexions ; puissent le courage et l'espoir nous guider sans cesse dans l'ère nouvelle où nous allons entrer !

Georges Rigassi.

La fin d'un monde

La guerre — une guerre inexpiable s'achève. Le voile qui se déchire laisse apparaître le visage hideux d'un peuple sanguinaire en proie à la plus inimaginable démence qu'ait connue l'humanité. Le martyre de millions d'êtres va cesser. Pourtant, à la joie de la délivrance — joie endeuillée par l'absence de ceux qui ne reviendront plus — se mêle une sourde angoisse. L'avenir inquiète les hommes, et tant que ceux-ci ne seront pas affranchis de la peur, ils ne connaîtront point la paix des âmes, la paix tout court.

La raison, sans doute, en est que cette guerre avait pour les Alliés un but précis mais en quelque sorte négatif : abattre ces deux monstres, le fascisme et l'hitlérisme. La tâche menée à bien, au prix des plus grands sacrifices, il s'agit à présent de reconstruire un monde. Or, il semble que personne n'ait la hardiesse ou les moyens d'aborder le problème en face, sans idées acquises, avec un regard neuf.

C'est ce doute informulé qui engendre la crainte, la crainte dont il faut que l'homme se dégage au plus tôt pour retrouver la joie de vivre.

La crise, dont le conflit n'a fait que reculer l'échéance, on en dénotait depuis des années les signes évidents. Elle éclatera, virulente et impérative lorsque l'arrêt des fabrications de guerre désarticulera l'économie artificielle des temps présents, si la mentalité des producteurs (travailleurs et chefs d'entreprise) ne se modifie pas radicalement.

Il meurt une société au sein de laquelle l'homme, nourri de préjugés, de routines, de vieux principes hypocrites d'honorabilité intéressée, exploitait trop souvent son semblable, à l'ombre d'une liberté qui n'était qu'apparente.

Bluffer, tricher n'est plus de mise. Nul ne retrouvera ce qu'il a laissé, sa conception de vie, sa doctrine de classe, sa quiétude de petit rentier. On peut le déplorer, s'en alarmer. Mieux vaut se pénétrer de la réalité des faits et de la nécessité, vitale pour tous, d'instaurer un ordre proprement humain où chacun recevra son dû en échange des services qu'il rendra à la communauté.

Or, la révolution n'est encore que verbale ; un peu partout règne la confusion, on se grise de mots sonores, on parle de réformes de structure sans être à même, le plus souvent, d'en préciser l'objet ; les classes s'effritent et se confondent, les institutions même les plus périmées s'embourbent dans le lacis de lois contradictoires, d'aucuns s'accrochent à leurs privilèges tandis que d'autres émettent d'insoutenables prétentions, en un mot, rien de constructif n'apparaît encore.

Il était fatal qu'il en fût ainsi. La catastrophe qui nous a tous, plus ou moins, atteints, nous laisse pantelants, hébétés, las. C'est contre cette lassitude si naturelle, si digne de compassion, qu'il faut, malgré tout, réagir. La route est longue encore qui mène au but souhaité. Nous ne l'atteindrons qu'en inspirant à pleins poumons le grand souffle révolutionnaire né de la Résistance et qui est seul capable de chasser les miasmes d'un monde mort.

Le mot de « Résistance », nous l'employons ici dans son sens le plus large. C'est sa flamme qu'il faut entretenir, car elle est la conscience des hommes libres ; c'est la Résistance en définitive — forces secrètes ou armées constituées — qui a sauvé l'univers de l'oppression et de la servitude. Il lui reste à accomplir cette révolution du peuple qui doit permettre de faire l'économie d'une révolution de classe.

Le drame de la Résistance, dans tous les pays, est d'avoir perdu son point d'équilibre le jour de la libération. Or, nous ne sommes pas libérés. Une fois les Nazis et leurs complices mis hors d'état de nuire, il restera le besoin, l'injustice sociale, la pauvreté universelle, la mauvaise répartition des biens et des fortunes. Pour en venir à bout, il faut entreprendre une nouvelle croisade, en inculquer l'esprit aux foules, malgré leur fatigue, leur appauvrissement, leur saignée, ou demain renaîtront les forces mauvaises qu'un vent de rébellion dispersera ; — mais à quel prix ?

Il n'y aura de véritable paix que lorsque les mœurs d'avant-guerre auront été adaptées aux exigences nouvelles. Il n'y aura de véritable société humaine, au sens chrétien du terme, que le jour où l'homme se comportera comme tel à l'égard de ses frères.

C'est là l'ultime bataille qu'il reste à gagner. Elle se terminera — en douter serait faire injure à ceux qui abattirent le monstre germanique — par une nouvelle victoire, celle qui donnera tout son prix à la victoire des armes.

Raymond Silva.

LETTRE DE FRANCE

Maxime Blocq-Mascart

président par intérim du Comité national de la résistance, nous dit...

Dès l'appel inoubliable du général de Gaulle, lancé de Londres le 18 juin 1940, un certain nombre de Français avaient compris que la victoire allemande équivaudrait à l'asservissement de notre pays et que la voie de l'honneur était aussi celle du salut.

Maxime Blocq-Mascart est de ceux-là. Je l'avais quitté, avant la guerre, au moment où il se faisait connaître comme militant du syndicalisme intellectuel et où il publiait son livre : « Les biens de ce monde », consacré aux problèmes du « service social ». Je le retrouve aujourd'hui membre du C.N.R. (Conseil national de la Résistance).

Au moment où « Maxime » (comme l'appellent ses amis) siégeait au bureau de la Confédération des travailleurs intellectuels, rien ne paraissait prédestiner cet homme calme, courtois, pondéré, à devenir un hors-la-loi, un aventurier, un terroriste (pour employer le vocabulaire de Vichy-Sigmaringen) ; mais des années ont passé, et quelles années !

Dès la fin de l'année 1940, naît, autour de Jacques Arthuys (tué par les Allemands, en captivité), du colonel Touny (fusillé) de Sainte-Lagüe et de « Maxime », l'un des tout premiers groupes de la Résistance : l'O.C.M. (Organisation civile et militaire). Ce groupe se développe peu à peu, tendant à élargir toujours davantage son champ d'action.

En 1943, « Maxime », qui représente l'O.C.M. au C.N.R. (la clandestinité a développé le goût néfaste des initiales !), dirige, avec Georges Bidault, Louis Saillant, Pascal Copeau et Pierre Villon les forces, désormais coordonnées, de la Résistance métropolitaine.

— *Dites-moi, cher ami, la Gestapo vous a-t-elle donc laissé préparer tranquillement la libération du pays ?*

— Nous avons joué au jeu du chat et de la souris ; mais finalement, c'est la souris qui gagna.

Ce que tait la plaisante réponse de Blocq-Mascart, c'est que malgré toutes les précautions prises par lui, il fut identifié par la Gestapo vers le mois d'août 1943 et, à partir de cette époque, traqué sans cesse ni répit : changeant constamment d'identité légale et de domicile, menant une vie errante, il réussit à échapper à la mort, devançant ses poursuivants acharnés, tantôt d'une ruse, tantôt d'un changement d'adresse, tantôt d'un simple petite minute. D'une minute qu'on oublie plus jamais.

◇◇◇

— *Quel souvenir gardez-vous de ces journées historiques que vous avez préparées avec tant de nos amis, journées de la libération de Paris ?*

— Le souvenir le plus exaltant, le plus lumineux de ma vie. Le C.N.R., en liaison étroite avec la C.G.T. (Confédération générale du travail), déclenchait la grève générale, puis appelait le peuple de Paris aux barricades. Comment vous dire en quelques mots la grandeur épique de ces heures inoubliables, où le « dispositif », patiemment préparé par le C.N.R., dans des séances secrètes, se révélait d'une grande efficacité, où des enfants, des femmes et des vieillards travaillaient aux obstacles anti-chars, où les courriers de la Résistance circulaient à bicyclette à travers les barrages allemands, où des officiers improvisés se haussaient au niveau de leur tâche surhumaine, où se répandaient, dans les rues de Paris, — comme une giffle appliquée sur le visage bouffi de l'occupant — les premiers journaux jaillis de l'ombre de la clandestinité.

— *Les Allemands ont-ils été surpris par cette insurrection nationale ?*

— Il le semble bien : sans quoi Paris aurait sans doute subi le sort tragique de tant de villes, défendues maison par maison, et sacrifiées délibérément sur l'autel du fanatisme nazi.

Grâce à l'action, à la fois méthodique et improvisée de la Résistance, l'entrée du général de Gaulle à Paris, sous les balles des derniers occupants et de quelques traîtres, fut une véritable apothéose, un événement historique tel que Paris, pourtant si chargé de gloires séculaires, n'en a jamais connu de plus éclatant.

— *Cette évocation émouvante m'incite à vous poser une question brutale : est-il vrai que bien des choses aient changé depuis lors, et que la Résistance, comme le prétendent d'aucuns, soit, aujourd'hui « antigaulliste » ?*

— C'est une erreur. Une erreur, ou bien encore un mensonge soigneusement entretenu par l'insidieuse propagande de la 5me colonne : car la 5me colonne n'a pas disparu, elle n'a fait que changer de forme, de méthodes de « travail ». Quoi qu'en pensent certains naïfs, elle représente et continuera de représenter pendant longtemps un danger réel, non pas seulement français, mais international.

Contre ce danger, le gouvernement n'agit peut-être pas avec toute l'énergie nécessaire. Nous sommes nombreux à le regretter. Nous sommes nombreux à croire qu'une « épuration » beaucoup plus brutale s'impose, si l'on veut éviter des surprises désagréables.

— *Vous paraissez donc admettre implicitement que des divergences existent entre le gouvernement et la Résistance ; ces divergences ne donnent-elles pas raison à ceux qui parlent d'un divorce croissant entre le C.N.R. et le pouvoir, et même d'une opposition entre le gouvernement légal et le « gouvernement de la Résistance » ?*

— Oui, des divergences existent, et il faut s'en féliciter, je crois.

Mais ne parlons ni d'opposition ni de divorce : le général de Gaulle dont le prestige est immense, ne fait-il pas constamment appel aux hommes de la Résistance pour remplir les fonctions les plus importantes : ministres, commissaires de la République, préfets etc.

Blocq-Mascart pourrait ajouter qu'il vient d'être appelé lui-même à siéger au Haut-Comité de la population, que le général de Gaulle organise auprès de la présidence du gouvernement.

◇◇◇

— *Vous venez d'évoquer le prestige incontestable du premier résistant de France. Mais la Résistance dans son ensemble, n'a-t-elle pas vu son prestige décroître rapidement depuis la libération ? Ne l'accuse-t-on pas d'être une nouvelle chapelle, ou, pis encore, une réunion de féroces arrivistes, déçus de ne pouvoir satisfaire leurs appétits ?*

— Les ennemis de la France nouvelle voudraient bien qu'il en fût ainsi ; mais leurs calomnies ne nous atteignent pas, pas plus que ne pouvaient nous atteindre celles que prodiguait contre nous un Philippe Henriot.

Croyez-moi : de même qu'on ne peut parler de véritable divorce entre le gouvernement et la Résistance, malgré les frictions et les conflits inévitables, de même il n'y a pas de divorce entre la Résistance et le peuple.

Les ouvriers sont associés étroitement à toutes nos activités : tout le prolétariat français n'a-t-il pas manifesté, le 1er mai, en faveur du programme du C.N.R. ?

Les paysans ont fourni à la Résistance des éléments nombreux : s'ils se montrent, aujourd'hui, plus réservés que les ouvriers c'est parce qu'ils redoutent, non sans raison, les tracasseries bureaucratiques et les excès de « dirigisme ». Mais si on les convainc de la possibilité de concilier une économie ordonnée avec des libertés raisonnables, les paysans soutiendront la Résistance, comme ils l'avaient déjà fait avec tant de courage dans les années sombres.

Et d'une voix toujours égale, mais devenue plus dure, « Maxime » précise :

— Si l'on veut absolument se servir de ce terme de divorce, disons qu'il existe, en effet, un divorce entre la Résistance et la bourgeoisie conservatrice, entre les hommes qui pensent avant tout à la France et ceux qui pensent avant tout à leurs intérêts, entre la Justice et l'Argent.

Encore faut-il préciser que de nombreux bourgeois, entrés dans la Résistance pour lutter contre l'occupant, ne manifestent aucune envie de nous quitter : ils sont sincèrement convertis, pour la plupart, à notre socialisme, à un socialisme nouveau, à la fois approfondi et élargi.

Quant aux conservateurs qui n'ont rien appris, qu'ils restent donc fidèles aux fantômes vichyssois : ils ne méritent pas mieux !

— *A vous écouter, cher ami, on risque peut-être de croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes libérés ?*

— Optimisme facile, trop facile et qui ne correspond en rien à ce que nous pensons, au C.N.R. Rendez-vous compte que tout reste à faire. *Tout*, m'entendez-vous. Grâce au général de Gaulle, la France est en train de reprendre, dans le monde, la place à laquelle elle a droit ; mais cet effort doit être mené à son terme. Grâce au général de Gaulle, la France a sauvé son empire : mais ce n'est pas une raison pour ignorer l'état de tension qui existe, par exemple, en Afrique du Nord, ni pour écarter le problème primordial de la transformation de notre empire en communauté.

Quant à la politique intérieure, quant à la question sociale surtout, le gouvernement n'a fait, jusqu'ici, qu'esquisser quelques réformes timides. Or, ne l'oublions pas, nombreux sont ceux — et je ne crois pas me tromper en disant que c'est votre cas, mon cher Marc — qui, en organisant la Résistance dès 1940, avaient juré dans le secret, non seulement de chasser l'Allemand et ses complices, mais aussi d'assainir, de renouveler, de refaire la France.

— *Vous avez raison, telle était en effet la volonté qui nous animait. Toutefois, en rompant non seulement avec Vichy mais aussi avec l'« ancien régime », celui d'avant la trahison, la Résistance ne risque-t-elle pas de s'engager dans une voie révolutionnaire ?*

— C'est un risque que nous assumons allègrement, à condition, bien entendu, que ce terme de révolution fasse penser non pas à je ne sais quelle émeute sanglante, mais bien à une transformation radicale, à une *transfiguration* de notre société.

Nous sommes pour la révolution dans l'ordre, pour la révolution par la loi.

— *Quand vous dites « nous », à qui pensez-vous ?*

— Mais au C. N. R., bien entendu, qui représente les huit mouvements « résistants », la C. G. T. et la C. F. T. C. (Confédération française des travailleurs chrétiens) ainsi que les éléments résistants des partis politiques (communistes, socialistes, démocrates-populaires, radicaux, modérés, etc.) ; au C. N. R. qui, loin d'être isolé de la nation s'appuie sur un réseau serré de comités départementaux et locaux de la Libération, comités à qui le gouvernement lui-même reconnaît une part de participation à l'exercice de l'autorité publique.

Ceux qui prétendent que le C. N. R. est isolé dans la nation se trompent lourdement, à moins qu'ils n'essaient de tromper l'opinion publique.

— *Une dernière question : comment envoyez-vous le rôle que la France sera appelée à jouer demain, en Europe et dans le monde ?*

— Ne nous faisons pas d'illusions : le rôle sera difficile, très difficile. Des problèmes ardus se poseront qu'il est peut-être encore prématuré d'évoquer.

Nous espérons que, transformée politiquement, socialement et économiquement, la France restera fidèle à son idéal de justice internationale. Grandes ou petites, les nations ont droit à la vie, au bonheur. Nous sommes et nous resterons partisans d'une organisation internationale toujours plus exigeante, et de toute tentative d'hégémonie, d'où qu'elle vienne, de toute « mise au pas » d'un peuple, quel qu'il soit.

La France ne faillira pas à sa mission humaine.

Alexandre Marc

Les revendications et les appuis de la nouvelle Yougoslavie

On nous communique, de source yougoslave, l'intéressant article que voici :

La visite que le chef du gouvernement yougoslave, le maréchal Tito, a faite le mois dernier à Moscou, est d'autant plus significative, qu'il était accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. Choubachitch, et par plusieurs autres ministres. En dehors des relations soviéto-yougoslaves, que cette visite n'a certainement pas manqué de resserrer, elle aura sans doute un contre-coup sur toute la politique étrangère de la Yougoslavie.

Cette politique est actuellement dominée par trois facteurs, vitaux pour l'avenir de la Yougoslavie. Il s'agit d'abord de libérer le sol national, puis de fonder des relations amicales avec tous les voisins, et enfin de créer une forte entente entre les Etats voisins, spécialement balkaniques.

Le mouvement de libération nationale a indiqué ouvertement et clairement, dès 1942, qu'il se propose de libérer non seulement les peuples yougoslaves, qui vivaient avant la guerre dans l'Etat yougoslave, mais tous leurs frères qui se trouvaient alors en dehors des frontières de l'Etat national. Depuis lors, le maréchal Tito et les autres chefs de l'actuelle Yougoslavie ont en maintes occasions annoncé que la Yougoslavie revendiquera les provinces d'Istrie et de Gorice avec Trieste et Fiume, qui se trouvent en Italie, et la région et la ville de Celovec (Klagenfurt) en Carinthie autrichienne. De plus, la Yougoslavie demande une légère rectification de sa frontière avec la Hongrie, de façon à englober la ville de Baja et quelques autres petites localités frontalières.

Dans ces trois cas, la Yougoslavie fonde ses revendications, comme elle l'avait déjà fait en 1919, sur le droit absolu de ses compatriotes vivant sous le joug étranger, d'être rattachés à la mère patrie.

Ses revendications envers l'Italie sont les plus importantes. Dans l'Istrie et Gorice ou dans la Vénétie Julienne, comme l'Italie les a dénommées après leur annexion en 1919, vivent 600,000 Yougoslaves et 200,000 Italiens. On sait que la Yougoslavie, malgré tous ses efforts et l'aide amicale du président Woodrow Wilson, n'avait pas réussi à faire valoir ses droits ethniques sur ces provinces à la conférence de la paix de 1919. On connaît la suite. Par les traités successifs italo-yougoslaves de Rapallo de Rome, de Nettuno, la Yougoslavie sacrifia peu à peu ses 600,000 compatriotes à l'Italie pour s'assurer tout au moins son amitié et un traitement loyal vis-à-vis de cette minorité abandonnée. Les événements postérieurs, à commencer par la fermeture des écoles et institutions slaves et par les persécutions de toutes sortes en Vénétie Julienne pour finir par l'attentat de Marseille et par l'agression de 1941 montrèrent que les sacrifices pacifiques yougoslaves de ce côté avaient été vains.

Le problème d'Istrie et de Gorice, de Trieste et de Fiume, ne fut pourtant remis en discussion que par l'agression de l'Italie elle-même. Mais cette fois-ci, les Yougoslaves sont décidés à le régler définitivement en leur faveur. Ils mènent déjà une lutte très âpre, surtout pour la possession de Trieste, où une majorité d'Italiens offre momentanément à la diplomatie italienne le seul atout à l'encontre de la thèse ethnique yougoslave. Mais dans ce cas, la Yougoslavie soutient qu'une majorité (120,000 Italiens contre 80,000 Slaves en 1910 dans la ville de Trieste) ne saurait influencer en faveur de l'Italie le règlement d'un problème d'ordre général. Ils invoquent aussi les raisons économiques et géographiques en faveur de Trst (Trieste) yougoslave, qui font de cette ville un débouché naturel de la Yougoslavie et de l'Europe danubienne qui se trouve en arrière de la Yougoslavie et non pas de l'Italie. Enfin, elle insiste sur le besoin d'assurer du côté italien une sécurité que la possession de Trieste peut seule lui garantir.

La Yougoslavie pose en même temps les fondations d'une collaboration future avec tous ses voisins à l'exception de l'Allemagne, qui sera d'ailleurs séparée d'elle par l'Autriche ; elle tâche de s'assurer déjà des amitiés parmi ses ennemis d'hier. Seuls les Allemands sont exclus de sa communauté nationale.

Au contraire, les Italiens ou les Hongrois — s'ils sont des sujets yougoslaves — jouissent des mêmes droits que les autres.

La Yougoslavie collabore déjà très intimement avec le mouvement autrichien de libération. Deux brigades autrichiennes, formées par l'armée yougoslave, luttent aux côtés des partisans yougoslaves précisément dans cette région de Carinthie que la Yougoslavie revendique.

De même, une brigade italienne se trouve encore sous les ordres du maréchal Tito et elle a adressé une lettre au gouvernement italien pour protester contre l'évasion du général Roatta, contre le maintien des éléments fascistes aux postes de commande et exiger que l'Istrie et la Gorice soient rendues aux Yougoslaves.

Avec les Albanais, la collaboration politique et militaire ne laisse rien à désirer ; ceux-ci déclarent tout haut qu'ils n'oublieront jamais les grands services que l'armée yougoslave leur a rendus au moment de la libération de l'Albanie.

Quant aux Bulgares, leur collaboration est totale et vraiment parfaite.

Enfin, la Yougoslavie n'a jamais eu de démêlés avec la Roumanie qui fut le seul Etat du pacte tripartite à refuser net tout acte inamical contre elle.

Des voisins, il reste encore la Grèce, amie et alliée traditionnelle, où s'élèvent, en ce moment, des voix contre la Confédération balkanique projetée qui devrait englober pour commencer la Yougoslavie, la Bulgarie et éventuellement l'Albanie. Il est compréhensible que la Grèce se méfie de la Bulgarie d'hier, surtout si une Bulgarie pareille devait encore plus lourdement peser sur ses destinées futures.

Mais se méfier de la nouvelle Bulgarie après son épuration vraiment unique et totale et de toute combinaison raisonnable avec une Bulgarie purifiée, nous pensons que c'est injuste et nocif. La Yougoslavie, partant d'un point de vue diamétralement opposé, s'est sensiblement rapprochée de la Bulgarie de Georgieff, de Veltcheff, de Dimitroff, et elle fonde de grands espoirs sur elle, surtout pour réaliser enfin cette Union balkanique, tellement chère aux plus grands esprits et à ceux de la Grèce aussi.

L'expérience faite avant guerre d'exclure la Bulgarie de toute vraie entente des peuples balkaniques a démontré d'abord que cette entente est impossible sans la Bulgarie et ensuite qu'il n'y aura jamais de paix dans les Balkans si la Bulgarie n'établit pas un front commun avec les autres peuples balkaniques. Comme la Bulgarie donne actuellement toutes les preuves d'un changement complet à ce sujet, la Grèce sera la première, croyons-nous, à s'en réjouir, surtout si elle se convainc que cette combinaison est la seule à sauvegarder son intégrité, son indépendance et sa paix aussi.

C'est autour de cette idée du rapprochement avec la Bulgarie et l'Albanie, qui ont jusqu'à cette guerre servi toujours de tremplin à l'impérialisme italien et allemand, que la Yougoslavie espère fonder la paix future dans les Balkans.

La nouvelle Yougoslavie a trouvé déjà un grand appui moral, matériel et militaire chez ses trois grands alliés, chez l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Elle entend conserver ces amitiés puissantes, auxquelles elle joint aussi celle d'une grande amie de toujours, la France, et c'est sur elles qu'elle compte pour faire valoir ses revendications territoriales et assurer la paix de demain dans les Balkans.

A. B.

SIGNATURE DE CAPITULATION AU Q. G. MONTGOMERY
A gauche : Montgomery. **A droite :** Les Allemands, de gauche à droite le grand amiral Friedburg, le général Künzel, chef de l'état-major du général Busch, le contre-amiral Wagner et un officier de l'état-major des SS.